

Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité

Semaine du 20 au 26 septembre 2006

édito:

battre la droite, ouvrir une voie nouvelle à gauche

articles:

DYNAMIQUE UNITAIRE

**pour un programme antilibéral et des candidatures
communes**

PROJET DE LOI SUR LA DÉLINQUANCE

le flicage des pauvres

DROIT AU LOGEMENT

un tour de France

50 MILLIARDS DE PROFITS EN TROIS MOIS

une rentabilité record

Battre la droite ouvrir une voie nouvelle à gauche

C'est d'avenir, d'espoir et d'union dont il a été question tout le week-end, au Bourget, à la Fête de l'Humanité. Une Fête qui se renouvelle et se rajeunit d'année en année et qui avait cette fois en ligne de mire les échéances de 2007.

Conviction numéro un des centaines de milliers de participants qui remplissaient les allées de la Fête : il n'est pas question de laisser la droite de Nicolas Sarkozy – “ ce petit Bush français ”, a dit Marie-George Buffet sous les ovations – prendre les rênes du pays dans huit mois. “ Ne vous laissez pas voler l'élection présidentielle ”, lançait dans la foulée celle qui travaille à rassembler toutes les forces antilibérales dans cette bataille et à y engager toutes les forces communistes.

La seconde conviction, elle, s'est forgée au fil des débats : l'élection présidentielle n'est pas jouée. Ceux qui veulent battre la droite n'entendent pas pour autant se laisser imposer le choix par défaut auquel semble inéluctablement pousser le mode de scrutin présidentiel. Ils veulent aussi une gauche conquérante, populaire, audacieuse. Une gauche qui ne reculera pas devant la difficulté quand il s'agira de se donner les moyens de changer la vie du plus grand nombre.

Qu'on ne s'y trompe pas. L'élection est encore lointaine. Le peuple, à commencer par les militants et les électeurs de gauche dans leur grande masse, par les jeunes, par les militants les plus divers du mouvement social, entrent seulement maintenant dans le débat. La Fête de l'Humanité vient de le montrer en donnant à ce débat, à ce désir de projet, à cette envie de rassemblement une dimension populaire qu'ils n'avaient pas jusque-là. À sa manière, le grand oral des présidentiables de Lens vient lui aussi de révéler chez les militants socialistes une forte attente de contenus. La messe d'un bipartisme qui évacuerait la nécessaire confrontation de fond n'est décidément pas dite.

Si dans les semaines à venir ce débat s'élargit, s'empare du pays, si la conviction grandit que battre la droite et ouvrir une voie nouvelle à gauche sont deux objectifs qui s'épaulent et non se nuisent l'un l'autre, alors, comme la Fête nous en donne l'avant-goût, les pronostiqueurs du scrutin présidentiel ne sont pas au bout de leurs surprises ■

DYNAMIQUE UNITAIRE

pour un programme antilibéral et des candidatures communes

Le rassemblement pour un programme antilibéral et des candidatures communes en 2007, le 10 septembre dernier à Saint-Denis, a fait un bond en avant.

500 délégué-e-s venus de 70 départements, représentatifs de toutes les sensibilités présentes dans les collectifs locaux – communistes, socialistes, écologistes, d'extrême gauche, féministes, altermondialistes, etc. – ont débattu toute la journée. Elles, ils se sont mis d'accord sur un socle politique commun définissant leur ambition, leur stratégie, leur méthode et leur calendrier. Plus que jamais, l'objectif de rassembler le plus grand nombre des composantes politiques qui ont permis la victoire du "non", le 29 mai 2005, devient crédible.

Certes, la LCR a décidé en l'état de ne pas s'associer à cette démarche et de maintenir la candidature unilatérale d'Olivier Besancenot. Mais le débat continue. Plus cette dynamique unitaire prendra de la force, plus il apparaîtra qu'elle peut se traduire dans une dynamique politique capable de changer la donne à gauche, et plus nous réussirons tous ensemble à surmonter de tels obstacles.

Le week-end dernier, lors de la Fête de l'Humanité, les porte-parole des collectifs pour des candidatures unitaires à gauche aux élections présidentielle et législatives ont vécu leur baptême du feu.

Il est maintenant décisif que cette démarche s'amplifie et s'approfondisse. Elle réunit déjà des milliers de militant-e-s, il faut qu'elle s'élargisse et devienne massivement citoyenne et populaire. Les collectifs doivent se multiplier dans tout le pays, dans les quartiers populaires, auprès des entreprises et des bassins d'emploi. Ils doivent continuer de débattre et achever

d'élaborer le programme politique que nous soumettrons au suffrage universel. Ils doivent débattre des candidatures aux élections présidentielle et législatives. Ils doivent inscrire leur débat et leurs actions dans une perspective durable. Et ils doivent en même temps se tourner vers l'action. Les médias organisent un véritable black-out sur ce que nous faisons ensemble. À des dizaines de milliers de voix, il est à notre portée de briser ce mur du silence.

Nous devons faire connaître notre démarche, appeler toutes celles et ceux qui le veulent à y participer. Il nous faut montrer en actes, sur toutes les questions politiques, que nous sommes porteurs de propositions nouvelles pour la gauche, lui donnant enfin cette fois-ci la possibilité de réussir. Et il nous faut pour cela soutenir toutes les luttes, et y contribuer en mettant en débat des propositions alternatives aux logiques libérales. GDF, sans-papiers, délocalisations, carte scolaire, école : sur toutes ces questions, nous pouvons faire entendre une voix différente. Le temps est maintenant compté.

Nous devons nous mettre en campagne. Nous savons qu'elle sera rude et demandera beaucoup d'efforts. Mais cela vaut la peine. Gagner est possible parce que notre démarche est porteuse d'un espoir réel. Nous nous appuyons sur notre peuple, et sur ce qu'il a majoritairement exprimé le 29 mai ou dans la lutte contre le CPE. Nous lui proposons de se rassembler de nouveau dans les urnes pour dire clairement ce qu'il veut : la rupture avec les politiques libérales que le traité européen voulait constitutionnaliser. Alors, toute la gauche devra en tenir compte et constituer une majorité et un gouvernement autour d'un projet politique qui change vraiment la vie ■

PROJET DE LOI SUR LA DÉLINQUANCE

le flicage des pauvres

Le projet de loi de prévention de la délinquance est en débat au Parlement.

Ce texte, élaboré en catimini depuis plus de trois ans par Sarkozy, est attendu au tournant. Travailleurs sociaux, maires, magistrats, psychiatres, tous sont alertés par cette usine à gaz riche de 51 articles où s'empilent les mesures musclées sur l'aide sociale, la justice des mineurs, l'urbanisme, la violence conjugale ou le fonctionnement des fourrières. Tout le texte est traversé par la philosophie ultra sécuritaire de Sarkozy qui tente de replacer ce sujet au cœur du débat présidentiel.

Ce projet de loi stigmatise les populations en difficulté en faisant d'elles des nids de délinquants en puissance et organise autour des familles tenues pour seules responsables de la délinquance un véritable contrôle social.

La loi transforme les maires en shérifs, pouvant saisir le juge des enfants afin de mettre sous tutelle les allocations fami-

liales, faisant de lui le destinataire d'une flopée d'informations, notamment sur les cas les plus difficiles suivis par les travailleurs sociaux jusqu'ici couverts par le secret professionnel.

Les travailleurs sociaux sont en colère ; ils dénoncent une remise en cause de leur travail, à commencer par la fin du secret professionnel. À terme, cela bannit toute confiance entre l'éducateur et la personne prise en charge.

Sans remettre à plat l'ordonnance de 1945 comme il le brandissait depuis des mois, Sarkozy durcit à nouveau la justice des mineurs.

Les élus communistes font valoir qu'en organisant " un nouvel ordre social fondé sur la répression et le contrôle des individus considérés comme vulnérables ou déviants ", ce projet de loi " bafoue un certain nombre de principes constitutionnels ". Ils dénoncent une remise en cause de la séparation des pouvoirs, caractérisée par l'attribution aux maires de nouvelles prérogatives en matière de lutte contre la délinquance ■

DROIT AU LOGEMENT

un tour de France

Rien de tel que d'aller à la rencontre des Français pour savoir ce qu'ils pensent.

C'est tout l'objectif de ce "bus pour le droit au logement pour tous et partout" qui va sillonner l'Hexagone du 17 septembre au 20 octobre en quelques vingt et une étapes dont Limoges, Bordeaux, Toulouse, Lyon, Marseille ou encore Rennes.

Imaginé par l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR), sous la présidence de feu Bernard Birsinger, ce tour de France sera l'occasion de promouvoir et de fédérer une multitude d'initiatives locales afin de "créer une convergence pour amplifier la mobilisation sur la défense du droit au logement".

"Il devient chaque jour plus évident que la politique du gouvernement ne répond pas aux besoins criants de la population. Plus de huit millions de personnes sont directement concernées par le mal-logement, selon le dernier rapport de la Fondation Abbé Pierre. Et à côté de cela, la production de logements sociaux accessibles aux plus modestes demeure largement insuffisante. Le libéralisme sait alimenter le marché, mais il ne sait pas répondre aux besoins du plus grand nombre", estime Eric Arnault, l'un des animateurs de cette initiative originale.

Le bus se propose donc d'être un espace alternatif et ouvert pour "dénoncer la situation de crise du logement, démontrer la multiplicité des actions locales de résistance et permettre des prises de

position" lors de forums qui seront organisés dans chaque ville étape.

Des associations locales (CNL, DAL, etc.), mais également des élus locaux et même un préfet (Marseille) interviendront, lors de débats, sur les différents visages que peut prendre la crise du logement en France. Des thèmes comme la question des démolitions-reconstructions réalisées dans le cadre du renouvellement urbain, le logement des jeunes, le logement en milieu rural seront abordés tout au long du parcours, selon la spécificité des communes traversées. À la fin de son périple, le bus aura parcouru l'ensemble des problématiques liées au logement, explique l'ANECR.

Au fil des rencontres, cette Association espère récolter un maximum de signatures exigeant la création d'un service public de l'habitat décentralisé, dont une exposition présentera les grandes lignes. Elle sera remise dès le retour du bus à Paris au ministre du Logement. Des cahiers de doléances seront aussi proposés afin de préparer l'organisation des **États généraux du logement** début 2007 ■

Étapes du tour de France : après la Fête de l'Huma,
Limoges le 19/9, Bordeaux le 21/9,
Toulouse le 23/9, Nîmes le 25/9,
Marseille le 26/9, Lyon le 28/9,
Clermont le 30/9, Troyes le 2/10,
Nancy le 4/10, Reims le 6/10,
Lille le 7/10, Le Havre le 9/10,
Rennes le 11/10, Le Mans le 12/10,
Orléans le 13/10, Tours le 14/10,
Île-de-France du 17 au 20/10.

50 MILLIARDS DE PROFITS EN TROIS MOIS

une rentabilité record

Les chiffres sont chocs, les bénéficiaires chics et les discours toc.

L'actualité a de ces collisions d'informations qui éclairent crûment la scène nationale. Ainsi, les 40 géants du CAC40 ont vu leurs bénéfices bondir de 23 % au premier trimestre 2006. Cinquante milliards d'euros de plus pour les actionnaires et les placements financiers. Citons les chiffres : Bouygues + 47 %, Accor + 54 %, Crédit agricole + 43 %, Dexia + 37 %, Lafarge + 53 %, LVMH + 46 %, Publicis + 50 %, SANOFI-Aventis + 33 %, Schneider Electric + 46 %, Société générale + 27 %, Vinci + 32 %, Vivendi + 48 %...

Jamais les sociétés n'ont bénéficié d'une telle rentabilité : 16 % contre 9 % il y a quatre ans. Une vendange exceptionnelle réalisée sur le dos des salariés trop souvent saisonniers et précarisés. Cette récolte-là ne doit rien à la météo. Toute la politique des gouvernants de ces dernières années a tendu à alléger les contributions sociales des entreprises, à réduire les impôts des sociétés et ceux sur le revenu, à liquider les droits sociaux et à déréglementer. Contrairement aux idées toutes faites, l'envolée des bénéfices concerne aussi celui des PME – même si certaines connaissent des difficultés – qui, selon l'indice de référence Mid&small, a atteint 36 % dans la même période.

Alors que depuis 2003 les bénéfices sont au plus haut, l'investissement stagne obstinément. Cette corne d'abondance n'est pas injectée vers des projets productifs ni utiles à la population. Elle sert à acheter encore et encore des actions pour faire grimper les cours ; elle s'évanouit dans le versement de dividendes énormes ; elle se stérilise dans la croissance externe – le rachat d'autres entreprises – qui supprime des emplois. Voilà le véritable

bal des privilégiés, celui à la porte duquel Nicolas Sarkozy et les siens jouent le rôle de vigiles ! L'appétit vient en mangeant et les marchés attendent avec impatience que GDF (et ses 44 % d'augmentation des bénéfices semestriels) leur soit livré sur un plateau par le gouvernement et l'UMP.

Et Sarkozy, qui sait ce qu'il doit aux beaux quartiers, a choisi de mener l'offensive contre les retraites de cinq millions de fonctionnaires ou assimilés. "Celui qui dira qu'il est normal que les uns cotisent 40 ans pour que les autres cotisent 37,5 ans, celui-là ne respectera pas les Français", a-t-il osé déclarer sans risque d'être contredit sur France2. C'est le même raisonnement qui conduit la droite à remettre en question les contrats à durée indéterminée, prétextant que d'autres salariés sont encore plus mal traités ! Le cynisme est à son comble quand certains présentent les régimes spéciaux comme des "privilèges". Ce sont les mêmes qui détournent les yeux pudiquement sur les flots de richesse détournés de l'économie utile pour grossir les dividendes. Ni le MEDEF ni la droite ne tolèrent qu'on écorne le pactole pour permettre aux salariés qui l'ont produit d'avoir la sécurité d'emploi ou de formation durant leur vie professionnelle et la garantie d'une retraite paisible après 37 ans et demi de travail.

Domage que Ségolène Royal ou Lionel Jospin ne se soient pas distingués du candidat de l'UMP à la présidentielle en refusant la remise en question des droits des salariés concernés par les régimes spéciaux, se bornant l'un et l'autre à souhaiter "une réforme". Un exemple qui souligne la nécessité d'offrir en 2007 la possibilité d'un vote porteur de choix franchement antilibéraux aux électeurs de gauche, à ceux qui ont dit "non" lors du référendum ■